Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des

informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 88 (2000)

Heft: 1438

Artikel: 2000 bonnes raisons de marcher!

Autor: Gordon-Lennox, Odile

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-281717

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Solidarité

Le Cercle féminin des Nations Unies

Martine Chaponnière

'en ai assez que tout le monde pense qu'une épouse de diplomate ne fait que manger des petits fours et prendre le thé avec des amies» me dit un jour une ambassadrice dont le mari était en poste à Genève. Et lorsque je suis allée rencontrer ces femmes «qui ne travaillent pas», je les ai trouvées en pleine effervescence, tout affairées à l'organisation de leur bazar annuel. Celui-ci constitue le grand événement que préparent chaque année les membres du Cercle féminin des Nations Unies¹ (plus connu sous le nom de Women's Guild) pour récolter des fonds en faveur des enfants nécessiteux. Et le fruit de leur travail est là: quelque 300'000 francs ramassés en six heures. Un jour par an, généralement fin vembre, le vieux Palais des Nations Unies embaume des senteurs exotiques de tous les plats qu'ont préparés les membres de la guilde, l'austère Palais résonne de la gaieté des participant-e-s qui se promènent entre les stands. Ce ne sont pas moins de 80 missions permanentes qui s'inscrivent chaque année pour tenir un stand aux couleurs nationales. Et pour que tout roule comme il convient, une année de préparation n'est pas de trop.

Aider les enfants en détresse

Les projets qui recevront un financement grâce au bénéfice du bazar sont soigneusement sélectionnés: pas trop grands, concrets, efficaces. Le choix est souvent facilité par le fait que les membres ont une connaissance concrète des projets qu'elles proposent de financer. En effet, les quelque 500 membres du Cercle féminin proviennent de 80 pays et ont donc eu l'occasion, qui au Népal, qui en Équateur, de voir le projet sur place. Éducation des filles, enfance maltraitée, enfants des rues, orphelines et orphelins, autant de besoins à combler partout dans le monde, et les projets sélectionnés (en moyenne 80 par année dans une cinquantaine de pays) recoivent entre 2000 et 8000 francs. Chaque année, un projet suisse reçoit également une contribution, comme par exemple les Hôpi-clowns.

Aider les femmes à s'intégrer

Non contentes d'aider l'enfance dans le besoin, les membres de la Women's Guild œuvre aussi en faveur du statut des femmes, en particulier des épouses de fonctionnaires internationaux. Un gros travail d'information et de lobbying est en cours au sein du système des Nations Unies pour apporter des solutions satisfaisantes à la délicate question de la prévoyance sociale versée aux (ex –) conjoint-e-s.



A gauche, Mme Mira Petrovsky, épouse du Directeur général de l'ONU à Genève et Présidente honoraire de CFNU, entourée d'autres membres du Cercle.

Un autre groupe travaille sur la question de l'emploi des conjoint-e-s de fonctionnaires internationaux. Il dispense non seulement des informations et des conseils sur les droits (permis de travail et résidence) mais aide aussi à la recherche d'emploi. Depuis 1999, de plus en plus d'hommes demandent l'aide du Cercle féminin pour trouver du travail. En effet, les fonctionnaires internationaux et les diplomates mutés à Genève sont actuellement en grand nombre des femmes. Comme le dit avec humour la responsable du service, «leurs conjoints masculins découvrent à leur tour les difficultés de l'inactivité forcée et les bienfaits de la solidarité».

Les réseaux, comme on le sait, ne marchent que s'ils sont basés sur la confiance. Tout déménagement dans un nouveau pays implique au départ une certaine solitude. Grâce à son groupe d'accueil et à ses nombreuses activités (randonnées, cours de langue, bridge, pique-niques, etc.) le Cercle féminin permet que se crée cette confiance et facilite par là même l'intégration des nouvelles venues à Genève.



Manifestation contre l'OMC, Genève, 27 novembre 1999

2000 bonnes raisons de marcher!

Les coalitions qui pré-parent la marche mondiale contre la pauvreté et les violences faites aux femmes sont au travail (voir nos précédentes éditions). Le lancement mondial se fera le 8 mars, à Genève pour la marche européenne, à Montréal, où est née l'idée de la marche, et à New York parce que c'est là que se trouve le siège de l'ONU. À Genève, la marche se dirigera vers l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Haut-commissariat des droits de l'Homme. Une campagne mondiale de cartes postales à envoyer à l'ONU et aux autorités nationales démarrera le 8 mars également.

La coalition européenne travaille le détail de sa plateforme et la coalition suisse, réunie à Berne le 4 décembre, a décidé de la reprendre et d'y ajouter les points spécifiquement suisses, par exemple l'assurance maternité, l'AVS et tout autre point que les membres jugent essentiels. Il est encore

^{1.} Villa Les Feuillantines

^{13,} avenue de la Paix, 1211 Genève 10 022/ 917 33 86, mardi, mercredi, jeudi de 9h30 à 11h30.

temps de signaler vos propositions au centre de coordination suisse.

À Berne, 75 femmes représentaient les différents groupes, associations et cantons suisses.

Il est à noter que le document défendant les droits des lesbiennes y a été adopté à l'unanimité.

En outre, les participantes ont décrit leurs projets d'activités pour l'an 2000, entre le 8 mars et la fin de la marche suisse qui aura lieu en octobre, à Bâle. Là aussi, les propositions, les contributions financières (pas de sponsoring commercial) et les bonnes volontés sont les bienvenues. Il a également été question d'actions éventuelles lors du 1er mai, du 14 juin et de l'élection de la reine des vaches valaisannes.

La prochaine réunion de la coordination nationale aura lieu le 22 janvier à Genève.

Pour en savoir plus, contacter à Montréal (fax 001/514395 1224) et à Genève la Marche 2000, Bureau de l'égalité, 2, rue de la Tannerie, 1227 Carouge et les organisations suisses de femmes.

Odile Gordon-Lennox

Les Chiennes de garde

Le groupe les «Chiennes de garde» ¹ est un mouvement citoyen, parti de France, qui se propose de réagir publiquement chaque fois qu'une femme publique est victime d'injures sexistes. À ce jour, ce mouvement a déjà récolté plus de 1000 signatures d'hommes et de femmes de tous milieux qui affirment leur volonté de vivre dans une société où les

femmes puissent agir librement, dans le respect de l'autre et en bénéficiant elles-mêmes de ce respect.

Les injures sexistes adressées aux femmes publiques ne sont, bien sûr, pas l'apanage de nos voisins de l'Hexagone. Rappelez-vous, en effet, la caricature odieuse de Ruth Dreifuss dans un journal tessinois cet été. Ou encore, les injures adressées

aux femmes valaisannes luttant pour la décriminalisation de l'avortement, etc. C'est pourquoi ce mouvement est également lancé en Suisse.

1. Florence Montreynaud, à l'origine du mouvement, souligne que s'il s'appelait «Comité de vigilance contre la discrimination sexuelle», il n'aurait pas connu l'immense visibilité médiatique qui est la sienne.

Extrait du manifeste des CHIENNES DE GARDE contre la violence sexiste

Les femmes politiques sont-elles des hommes publics comme les autres? Nous vivons en démocratie. Le débat est libre, mais tous les arguments ne sont pas légitimes.

Sans considération pour leurs compétences, les femmes politiques – les autres aussi – sont trop souvent jugées sur leur seul aspect physique («canon» ou «tas») et assimilées à une fonction liée à la sexualité: la «mère», la «bonne copine», la «lesbienne», la «pute», etc. Ceux qui ne parviennent pas à admettre la légitimité des femmes à participer aux décisions à égalité avec les hommes utilisent la violence comme une arme destinée à rendre les femmes invisibles et silencieuses. Ça suffit!

Nous, chiennes de garde, nous montrons les crocs. Adresser une injure sexiste à une femme politique, c'est insulter toutes les femmes. Nous nous engageons à manifester notre soutien à toute femme politique attaquée en tant que femme.

Nous affirmons la liberté d'action et de choix de toutes les femmes.

FONDATION PIERRE GIANADDA MARTIGNY
MUSÉE GALLO-ROMAIN - MUSÉE DE L'AUTOMOBILE COLLECTION LOUIS ET EVELYN FRANCK PARC DE SCULPTURES
SAM SZAFRAN
19 novembre 1999 - 23 janvier 2000
Tous les jours
de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h
Rens.: tél. (027) 722 39 78 - fax (027) 722 52 85 http://www.gianadda.ch

	9
Si vous souhaitez soutenir les Chiennes de garde, veuillez retourner ce talon à: Annina Pfund, 10, rue des Savoises, 1205 Genève Courriel: anninapfund@hotmail.com	Đ
Je suis d'accord de signer le Manifeste des «Chiennes de garde» et que mon soutien soit rendu public	
oui non	
Je m'engage à signaler toute injure sexiste publique dont j'ai connaissance	
oui non	
Nom	
Adresse complète	
Tél	
DateSignature	